

LE DECAPSULEUR

JOURNAL DU COMITE D'ENTREPRISE
DU CANAL DE PROVENCE

JUIN 87 n° 15

EDITO

RETRAITE

Lundi 4 mai 1987 (8 h 15)

Je rentre de vacances (depuis 15 jours j'ai quitté la société) ; à la porte de mon bureau, 3 agents m'attendent et le dialogue s'instaure :

- les agents : Nous voulons te voir.
- HJC : Ah bon ! Pourquoi ?
- les agents : En ta qualité de secrétaire du C.E., es-tu au courant des retraités ?
- HJC : Oui, dans leurs généralités
- les agents : A la société ?
- HJC : Non, tout mon savoir réside dans le fait que depuis plusieurs années, après le succès du contrat de solidarité concernant les préretraites, le C.E demande à la Direction de signer un contrat de retraite à mi-temps. Mais au juste, qu'avez-vous à me dire ?
- les agents : Voilà ! Notre chef de service, nous a convoqué et nous a informé que le service du personnel allait étudier nos conditions de départ à la retraite.
- HJC : Avez-vous 60 ans, au moins.
- les agents : Non !
- HJC : C'est curieux ! pour l'instant la seule chose que je peux faire, c'est d'aller me renseigner à la Direction Générale auprès du Secrétaire Général.

Plus tard dans la matinée :

- HJC : M. le Secrétaire Général : des agents viennent de m'informer que leur chef de service les avaient convoqués afin de leur faire part que le service du personnel allait étudier les conditions de leur départ à la retraite, sachant qu'ils n'ont pas encore 60 ans, qu'est-ce que cela veut dire ?
- Le Secrétaire Général : La Direction n'est pas au courant.
- HJC : Le mystère s'épaissit, il me semble quand même troublant (compte tenu des us et coutumes internes) qu'un chef de service prenne ce genre d'initiative sans l'aval de la Direction.
- Le Secrétaire Général : Je vais me renseigner.

Au moment où j'écris, la situation est restée la même, c'est-à-dire toujours opaque ; mais sachez qu'elles sont les possibilités de retraites actuellement en vigueur.

- * Possibilité de prendre sa retraite à 60 ans à condition d'avoir 37,5 ans de cotisations dans divers régimes. (choix individuel).
- * Possibilité à la Direction de signer aujourd'hui un contrat de solidarité baptisé "contrat de retraite progressive", (qui n'impose plus à l'employeur le remplacement nombre par nombre des départs en préretraite).

C'est ce type de contrat de solidarité que la Direction n'a jamais voulu signer jusqu'à présent.

FLASH XXX^{EME}

SERA-T'IL LA ?



Enfin, la dernière invention du patronat "qui ne veut pas de vague", et surtout ne pas ternir son image de marque, c'est le :

"licenciement préretraite négocié" (avec l'intéressé).

A savoir qu'à partir de 55 ans, le salarié est licencié avec ses indemnités, il a alors devant lui officiellement 2 ans d'allocation chômage mais en réalité 5 ans, car les ASSEDIC prolongent quasi automatiquement jusqu'à la retraite les aides aux chômeurs de plus de 57 ans ; ce système alourdit les charges de l'UNEDIC, mais permet surtout à l'employeur de choisir les salariés qu'il veut faire partir.

"C'EST LE MEILLEUR MOYEN DE VIDER "LES PLACARDS" SANS POUR AUTANT PERDRE LES VIEUX SAGES".

Cette formule est en fait un licenciement économique déguisé et non déclaré.

Encore une fois, alors que depuis longtemps nous demandons à la Direction une réponse claire sur la signature d'un contrat de solidarité "retraite progressive", celle-ci se dirige vers des solutions ambiguës, à l'instar de toute logique de gestion rationnelle du personnel ; et surtout en laissant dans l'ignorance les instances représentatives du personnel, et pendant ce temps, les bruits courent ; mais une chose est sûre, en l'absence d'incitation, de dynamisme, de prospective d'avenir, de plus en plus d'agents de plus de 55 ans veulent sans aller au meilleur prix, quant à la forme, la Direction devrait faire preuve de prudence.

JC HONNORAT.